

La victoire du Brésil contre Greenpeace

INTERVIEW

Guilherme Camargo, directeur de l'Association brésilienne de l'énergie nucléaire (ABEN), a accordé une interview à Jonathan Tennenbaum. Nous en publions ici de larges extraits.

Nombreux étaient ceux qui avaient fait une croix sur l'avenir de l'énergie nucléaire au Brésil et dans d'autres pays en voie de développement. Comment avez-vous réussi à renverser le démantèlement du secteur nucléaire et achever la construction du réacteur Angra 2 ? Pouvez-vous nous donner un aperçu historique de ce développement ?

G. Camargo : J'ai décidé de travailler dans le nucléaire en 1976 alors que j'effectuais la dernière année de mes études en mécanique. C'était juste un an après que le Brésil ait signé l'accord sur le nucléaire avec l'Allemagne. [...] J'ai étudié en Allemagne pendant quatre ans ; j'y ai travaillé directement à la construction de centrales énergétiques en Allemagne, et je peux dire que j'ai participé à l'achèvement de cinq centrales nucléaires : Grafenrheinfeld, Grohnde et le projet Konvoi, lequel comprenait trois centrales.

Quel était votre poste ?

G. Camargo : J'ai travaillé pour la société allemande KWU qui était, à l'époque, totalement indépendante. Pendant la première période de 1979-1980, j'étais stagiaire. Pendant la deuxième période, j'étais employé par la KWU alors que le programme brésilien commençait à s'enliser dans des problèmes politiques. Afin de préserver des capacités techniques au Brésil, la KWU a embauché pendant un certain temps de bons professionnels brésiliens qu'elle avait formés. Je suis donc revenu en 1983-1984, et je devins responsable du secteur des composants mécaniques, plus particulièrement les systèmes concernant les déchets nucléaires dans les centrales. J'étais une sorte d'ingénieur en chef, travaillant à la fois avec le directeur du groupe et, sur beaucoup de questions, avec le directeur du département. J'ai entre autres participé

à la préparation d'un projet de centrale nucléaire clef en mains à Akkuyu en Turquie. [...] Je suis ensuite rentré au Brésil. C'était les années 80, l'époque de la crise de la dette du Brésil, le gouvernement était totalement à court d'argent. C'était aussi le cas de ma société. De plus, il y avait une terrible campagne menée directement par le département d'Etat américain – nous en avons des preuves solides – contre l'accord nucléaire germano-brésilien. Le signal pour le lancement de cette campagne a été le célèbre article de [l'hebdomadaire allemand] Der Spiegel, intitulé *L'œuf en or – l'accord nucléaire germano-brésilien*. C'était un reportage épouvantable et il a conduit à la création d'une commission d'enquête parlementaire au Brésil. Il y avait à cette époque un gouvernement militaire au Brésil, et cette question offrait une occasion unique aux politiciens de l'opposition de provoquer un changement contre le gouvernement militaire, car tout cela était considéré comme une « question technique » et non politique.

Et le fait est que le programme nucléaire brésilien a été complètement arrêté.

G. Camargo : Greenpeace-Brésil – je raccourcis l'histoire – a été fondé en 1993 et a ouvert des bureaux à Rio et à São Paulo. Ce fut une année de diffamation dans tous les journaux et l'ensemble des médias pour en finir avec le programme nucléaire. Aucun politicien n'aurait osé parler avec nous d'énergie nucléaire. Ils s'éloignaient de nous de peur d'être vus en compagnie de gens qui avaient été décrits comme des tueurs fous. Il faut mentionner ici un facteur supplémentaire très important : l'incident radiologique à Goiânia en 1987 [où une pastille de césium 137 contenue dans un appareil de radiothérapie abandonné sur une décharge, a exposé plusieurs familles à des rayonnements ionisants de très forte intensité, faisant quatre morts] qui a



renforcé toute la campagne antinucléaire au Brésil. C'était une situation terrible. [...]

Bien que cet accident n'ai rien eu à voir avec l'énergie nucléaire...

G. Camargo : Bien sûr, mais vous savez, il suffit qu'une fuite insignifiante ait lieu dans une centrale japonaise, pour que les journalistes nous appellent et nous demandent si une telle chose pourrait se produire ici dans la centrale d'Angra. De plus, nous avons connu un très mauvais démarrage et de nombreux problèmes techniques avec Angra 1. Par ailleurs, au début des années 90, le département d'Etat américain a bloqué l'approvisionnement des éléments combustibles conçus par Westinghouse pour Angra 1. C'était une rupture unilatérale de contrats d'achats et d'accords internationaux. La compagnie brésilienne d'électricité concernée a alors décidé d'utiliser des éléments combustibles de Siemens adaptés qui étaient légèrement différents des éléments originaux, et nous avons eu des problèmes avec quelques petites fuites dans les barres combustibles. Ainsi, du fait de problèmes techniques, de pressions politiques et d'une absence totale de soutien politique, la centrale est restée fermée pendant presque un an. C'est à cette époque que

les écologistes l'ont appelée la « centrale clignotante » parce qu'elle était souvent successivement en marche et en arrêt ! Voilà quelle était la situation à l'époque. Il y a eu des couvertures de presse extrêmement agressives contre l'énergie nucléaire [...]. L'ensemble du secteur nucléaire était démoralisé et n'avait aucune idée sur ce qu'il fallait faire. Certains de mes collègues de l'ABEN et moi-même avons donc présenté aux principales entreprises et institutions nucléaires un plan stratégique pour rapidement renverser cette situation catastrophique. Cette stratégie était totalement non orthodoxe et inhabituelle. Personne n'avait jamais fait cela avant mais nous nous trouvions dans un contexte très particulier. Nous avons embauché de bons agents de presse et qui nous ont obtenu des contacts avec des responsables des médias, les principaux journalistes et rédacteurs de journaux. Dans un premier temps, nous les avons rencontré pour leur dire que l'énergie nucléaire n'était pas une si mauvaise chose, que la solution la plus économique était de terminer Angra 2 et qu'il n'y avait pas d'autre option valable ; dans le cas contraire, le pays irait vers un désastre énergétique. Toutefois, les gens de la presse nous ont répondu : « *Et alors ? Ce n'est pas une nouvelle.* » Les journalistes brésiliens disent souvent que

Guilherme Camargo, directeur de l'Association brésilienne de l'énergie nucléaire (ABEN)

